



LES ARTICLES LES PLUS LUS SUR LE WEB

1. Sarkozy : « Les Bettencourt ne m'ont jamais donné un sou. »
2. Peugeot apporte sa réponse à l'équation du « low cost »
3. Alain Juppé estime avoir « très peu de chance » de réussir
4. Notre-Dame-des-Landes : le bras de fer se durcit
5. L'amendement « pigeon » retourné au Sénat

LE POINT DE VUE

de Guy Lardeyret

Pourquoi il faut réformer l'Etat

Peut-être fallait-il attendre que la France touche le fond pour pouvoir s'attaquer aux véritables origines des maux dont nous souffrons ? En effet, la crise morale, politique et économique dans laquelle notre pays s'abandonne ne date pas d'hier. C'est bien l'Etat qui est déficient.

Limitée à deux domaines, pour commencer, la réforme de l'Etat nous ferait économiser tous les ans plusieurs dizaines de milliards d'euros. Le pays le plus centralisé d'Europe est celui qui compte le plus grand nombre de strates administratives : une dizaine en tout, alors même que trois suffiraient. Autre exemple : notre système dit de « protection sociale » mêle les notions de prévoyance et de solidarité mutuelle – qui relèvent respectivement des mécanismes de l'épargne et de l'assurance, autrement dit du secteur privé – et la notion d'assistance publique, qui s'applique aux seuls nécessiteux et qui relève donc de la collectivité.

A y regarder de près, on est frappé par l'extrême fragilité du corpus intellectuel sur lequel repose chez nous l'Etat de droit. Les textes censés nous servir de référence sur le plan juridique contiennent des dispositions disparates, contradictoires et inadaptées. Il n'est donc pas surprenant que la jurisprudence constitutionnelle soit de plus en plus incohérente. Or les temps ont changé, car les connaissances progressent. Il ne s'agit plus, comme il y a deux siècles,

de se référer à des valeurs républicaines sans véritable consistance. Il importe de respecter les règles concrètes qui font aujourd'hui l'objet d'un consensus, même si celui-ci n'est pas encore affirmé.

Un pas décisif ayant été franchi, il est devenu possible de procéder à un audit démocratique pour diagnostiquer le mal français afin de connaître la thérapie appropriée et la façon de l'appliquer. Ce travail a été réalisé par l'Institut pour la démocratie. Il a

Ce n'est pas la démocratie qui est en crise, ce sont nos systèmes politiques qui n'en respectent pas les règles.

révélé que, chaque fois que l'on remonte à la source d'un problème, on constate qu'un principe de droit a été bafoué. Ce n'est pas la démocratie qui est en crise, ce sont nos systèmes politiques qui n'en respectent pas les règles.

L'Etat est devenu une énorme machine aussi incontrôlée qu'incontrôlable. Or, il ne saurait se réformer par lui-même. Il doit y être contraint de l'extérieur. Comme il se trouve que nos partenaires européens souffrent – à des degrés divers – des mêmes maux, c'est à l'Europe qu'il appartient de nous porter remède pour enrayer son déclin. Allons maintenant au terme du raisonnement.

Il est grand temps de faire le lien entre nos lois fondamentales et la crise qui atteint notre pays dans ses profondeurs. La France et l'Europe redeviendront compétitives à condition de respecter les principes de droit qui régissent une démocratie, et pas uniquement celui de la libre concurrence appliqué au seul ordre économique. La création d'une cour constitutionnelle européenne et l'adoption d'un texte fondateur mettant les pays membres dans l'obligation de respecter une déclaration des libertés et des devoirs du citoyen – qui a vocation à figurer dans le préambule de sa future constitution – permettrait de vérifier que la légalité des actes publics coïncide bien avec leur légitimité (équilibre budgétaire compris).

En attendant qu'une justice constitutionnelle puisse déclarer illégaux des pratiques qui auront bientôt fini de nous ruiner, c'est une révolution des mentalités qu'il faut inviter nos concitoyens à susciter. Ils pourront ainsi retrouver des repères sur les plans intellectuel et moral, car la question est d'essence éthique avant d'être d'ordre économique. Pour que la France soit en mesure de se redresser, il faut commencer par ériger au sommet de l'Etat de grands principes de droit puisant leurs racines dans la nature de l'homme et des choses.

Guy Lardeyret est l'auteur de « Relever la France, les dix remèdes », Institut pour la démocratie, 2011

LE POINT DE VUE

de Philippe de Roux et Nestor Dosso

Ce que serait un vrai « pacte de compétitivité »

Le rapport Gallois devait inaugurer la voie des grandes décisions de politique économique du gouvernement Ayraut. Les mesures proposées et retenues sont-elles calibrées aux enjeux du moment ? L'essentiel du plan consiste à accorder une diminution de l'impôt sur les sociétés, indexée sur la masse salariale. Son efficacité économique semble douteuse ; et son efficacité politique – s'il s'agit de nouer un nouveau « pacte » entre les pouvoirs publics et les entreprises privées – est encore en pointillé.

Quel est l'objectif macroéconomique de ce plan ? S'il s'agit de relancer la compétitivité des entreprises par une baisse du coût du travail, il est naïf de croire qu'un tel cadeau soit de nature à ressusciter miraculeusement la « croissance ». Le gain en termes de coût du travail sera très faible : 20 milliards d'euros sur les 1.200 milliards de la masse salariale française.

Par ailleurs, ces 20 milliards d'euros de crédits d'impôts ne s'inscrivent pas dans une stratégie coopérative à long terme, comme ce serait le cas avec une exigence de contreparties. Où sont les incitations en termes d'emploi, de transition écologique ou de lutte contre la précarité au travail ? Seules quelques mesures encourageantes – mais à développer – parsèment le rapport, comme la présence obligatoire (seulement consultative) de représentants des salariés au conseil d'administration des entreprises de plus de 5.000 personnes.

Il faut être optimiste pour penser que les entreprises vont spontanément saisir l'occasion de cette reconstitution des marges pour investir davantage et embaucher. Le secteur privé français comme européen est surendetté, beaucoup plus que les finances publiques. Ce cadeau fiscal va faciliter son long et douloureux travail de désendettement : mais le « pacte de compétitivité » ne peut pas se réduire à un « pacte de désendettement » ! Si on veut l'éviter, et par là, introduire un projet politique à travers la recherche de l'efficacité économique, ce pacte doit poser que la priorité ultime de la France n'est pas la réduction du coût du travail.

Ce pacte doit poser que la priorité ultime de la France n'est pas la réduction du coût du travail.

S'engager dans cette logique, c'est imiter l'Allemagne sur l'aspect de sa stratégie qui n'est justement pas généralisable : la recherche d'une compétitivité-coût par la déflation salariale. Compte tenu des menaces déflationnistes fortes qui pèsent sur la zone euro, nous avons besoin (et les pays du sud européen encore plus) d'une politique qui limite les effets de la synchronisation des politiques de désendettement, public ou privé. Autrement dit, ce n'est pas le moment de limiter le pouvoir d'achat – à

moins de vouloir assumer, à l'instar de l'Allemagne, le risque d'une accélération de la divergence des économies de la zone euro. Aussi faut-il tout faire pour éviter de retirer aux ménages ce qui est donné aux entreprises.

Si l'on ne veut pas que la reconstitution des marges bénéficiaires ne profite qu'aux actionnaires, au lieu de servir l'investissement et l'emploi, la réduction des prélèvements sur les entreprises devrait s'accompagner d'engagements évaluables vers la décarbonation, les circuits courts, l'agriculture alimentaire de proximité. Le pacte doit être associé à une transition énergétique ambitieuse, en particulier la rénovation thermique, financée par une « vraie » Banque publique d'investissement, autorisée à se refinancer auprès de la Banque centrale européenne.

C'est davantage du côté d'une taxe « verte » qu'il faut diriger la modification des taxes à la consommation, pour inscrire l'investissement de l'Etat dans une politique de transition écologique : augmenter la TIPP, augmenter la TVA sur les produits polluants. C'est alors que le « pacte de compétitivité » commencerait à mériter son label en initiant une politique stratégique de ré-industrialisation, créatrice d'emplois non délocalisables.

Philippe de Roux et Nestor Dosso sont cofondateurs des Poissons roses et membres du PS

art&culture

Rencontre avec des super ados

Philippe Chevilley
pchevilley@lesechos.fr

THÉÂTRE
Before your very eyes
de Gob Squad-Campo
A Paris, Grande Halle de la
Villette (01 40 03 78 23),
jusqu'au 1^{er} décembre.
Durée : 1 h 15

Le temps de l'adolescence est fragile, comme en suspens avant la grande bascule dans le monde adulte. Le théâtre sait capter ces moments suspendus. Il peut aller plus loin : abolir les frontières du temps, nous faire voyager du passé au futur. C'est ce qu'a magnifiquement réussi le collectif germano-britannique Gob Squad, sollicité par le théâtre Campo de Gand pour créer un spectacle « adolescent ». Intitulé « Before your very eyes », il est présenté pour deux semaines à la Grande Halle de la Villette.

Avec deux distributions de sept garçons et filles de dix à quatorze ans « recrutés » il y a trois ans, la compagnie d'avant-garde nous offre un spectacle joyeux et bouleversant, retraçant d'un regard frais et mobile le cycle de la vie (et de la mort). Dans une cage de verre pourvue d'une glace sans teint, nos sept jeunes héros-cobayes flamands ont accepté de « grandir » en une heure et quart. « Before your very eyes », sous vos yeux, ils vont se travestir et se vieillir ; pour apparaître à quatre âges différents : 19, 45, 70... jusqu'à « jouer » leur propre mort.

Plus fort encore, les super ados devenus grands vont dialoguer chacun avec leur double enfant, filmé il y a trois ans et projeté sur grand écran de chaque côté de la scène. Moment puissant et cruel où le gamin che-

velu rêvant d'être batteur superstar se découvre en quadra bourgeois sans joie. La croissance est fulgurante, sur fond de musique pop – jusqu'à ce « Rien de rien » de Piaf, version Johnny Halliday, interprété en playback par nos sept mutants. Pas d'adulte sur scène – une voix off synthétique, en anglais, orchestre le bal temporel. Les sous-titres français défilent en lettres lumineuses au-dessus de la vitre, renforçant le côté high-tech du projet.

Bombe humaine

Ce spectacle très maîtrisé et millimétré n'a rien de froid ou d'artificial. Chaque geste, chaque mot, en live ou enregistré, du futur ou du passé, touche au cœur le public – une majorité d'ados, justement, bouche bée et qui font un triomphe aux rappels à leurs intrépides alter ego... si justes et si beaux. « Before your very eyes » est une bombe humaine, qui fait exploser toutes les carapaces – jeunes qui s'interdisent de penser l'avenir, vieux qui s'interdisent de vieillir... La vérité du monde sort de la bouche de ces vrais-faux enfants.

Au sortir de la Grande Halle de la Villette, on respire comme un air nouveau, les frontières entre les âges n'existent plus. C'est à ne pas en croire ses yeux, son âme... Il ne vous reste que quelques jours pour découvrir ce spectacle inoubliable et sidérant. ■



« Before your very eyes », un spectacle joyeux et bouleversant, retraçant d'un regard frais et mobile le cycle de la vie (et de la mort). Photo Phille Deprez / BYVE

Esquisse d'un amour

S'aimer ne suffit pas pour accoucher d'un grand spectacle. Il y a une vraie complexité entre Laurent Mauvignier et le collectif théâtral Les Possédés de Rodolphe Dana. La preuve : il y a deux ans, cette adaptation lumineuse par le comédien metteur en scène de « Loin d'eux », premier roman de l'écrivain (1999), et, récemment, le choix de travailler ensemble sur sa première pièce « Tout mon amour », dans le cadre d'une résidence au Théâtre Garonne, à Toulouse. Mais pour cette fois, on est déçu du résultat.

La pièce à l'affiche du théâtre de la Colline nous est apparue inaboutie : l'histoire de cette petite fille disparue qui déboule dix ans après et sème le chaos dans sa famille tourne court – trop court. L'écriture est belle, il y a des scènes fortes – celles où chacun à sa façon refuse de reconnaître la « revenante » ; les contre-points drolatiques du fantôme du grand-père (qu'on vient d'enterrer) ; et le morceau de bravoure, où la mère avoue la haine qu'elle voue à son fils, parce qu'elle a dédié tout son amour à sa fille arrachée... Mais le drame manque de nuances, les personnages ne sont pas « finis » et le propos – explosion des codes familiaux, relativité des sentiments, solitude des hommes et des femmes – reste à l'état d'esquisse.

Rodolphe Dana et ses Possédés jouent la carte du sensible, de l'exacerbation des sentiments, du dynamitage du texte à la manière du collectif flamand TG Stan.

THÉÂTRE
Tout mon amour
de Laurent Mauvignier.
M. en s. : Rodolphe Dana.
Paris, théâtre de la Colline
(01 44 62 52 52). Jusqu'au
21 décembre. 1 h 20

C'est efficace dans les scènes paroxystiques, cela manque de subtilité le reste du temps. La progression dramatique n'est pas assez marquée. Les comédiens, valeureux – Marie-Hélène Roig (la Mère) Emilie Lafarge (Elisa, la fille), David Clavel (le Père), Julien Chavrial (le Fils), Simon Bakhouche (le Grand-Père) – ont des moments de flottement palpables.

Essai à transformer

Domage, car les bonnes idées abondent : le décor « éclaté » (vestiges d'une maison de campagne en mode inventaire parsemant un plateau nu) ; les intermèdes musicaux décalés (le grand-père entonnant le tube de Gotye en duo avec son petit-fils)...

Malgré son caractère bancal, « Tout mon amour » mérite le détour : on en sort insatisfait, mais intéressé et troublé. Avec deux convictions : Laurent Mauvignier a la fibre d'un auteur dramatique – on aimerait qu'il transforme l'essai avec une pièce plus dense et mieux articulée ; et le théâtre de Rodolphe Dana, avec ses côtés fantasques et crus, ses fulgurances, ses comédiens généreux, a encore beaucoup à donner. — Ph. C.



Retrouvez les critiques des « Trois Petits Cochons », « Nouveau Roman » et « Fractales » sur lesechos.fr/culture-loisirs